

PANORAMA DES MEDIAS AU CAMEROUN DANS LE CONTEXTE DEMOCRATIQUE : PRESSE ECRITE, MEDIAS AUDIO-VISUELS

RESUME

« Panorama des médias au Cameroun dans le contexte démocratique : presse écrite, médias audiovisuels »

Longtemps sevrés d'une véritable liberté d'expression depuis l'accession du pays à l'Indépendance, les médias camerounais ont retrouvé un regain de dynamisme avec le libéralisme généralisé que vit le Cameroun depuis 1990. Sans avoir une quelconque prétention à l'exhaustivité, notre étude vise à présenter un tableau d'ensemble de ces médias en pleine euphorie.

Mais nous restons conscients que chacun des points abordés peut constituer un champ d'étude plus approfondie.

Tel est en tout cas notre souhait qui est de voir la presse camerounaise appréhendée avec beaucoup plus d'exactitude. Cela permettra d'éviter des préjugés et des a priori qui consistent à éviter les vrais problèmes de nos médias qui doivent cesser d'être des appendices des pouvoirs quels qu'ils soient, mais devenir le véritable quatrième pouvoir qu'ils ont su conquérir dans tous les pays démocratiques.

ABSTRACT

« Cameroon's Media panorama in the democratic context : print and audio-visual media ».

Severed from true freedom of expression since the country gained independence, Cameroon's media have since 1990 regained dynamism due to generalized liberalism. This study, without pretending to be exhaustive, presents a landscape of the media in full euphoria.

We are, however, conscious of the fact that issues raised could each be a topic for an in-depth study.

Our singular wish therefore is that cameroon's press should be apprehended in its fullness. This contrasts with a priori judgements which consist of avoiding the real problems of our media which must seize to be appendages of the powers that be and become the veritable fourth power that has conquered in all truly democratic countries.

PANORAMA DES MEDIAS AU CAMEROON DANS
LE CONTEXTE DEMOCRATIQUE
PRESSE ECRITE, MEDIAS AUDIO-VISUELS

RESUME

Le panorama des médias au Cameroun dans le contexte démocratique
présente certaines caractéristiques.

L'origine des médias est liée à une véritable histoire d'expression de puis
l'accession du pays à l'indépendance. Le média camerounais est né dans un
régime de transition avec le libéralisme démocratique qui a permis de créer
l'Etat sans avoir une dictature préalable à l'instauration de la démocratie.
A travers un tableau d'ensemble de ces médias on peut

voir que nous avons beaucoup de choses à apprendre de nos voisins qui
construisent un chemin de développement.

Il est en fait un véritable défi de voir le développement de
l'expression de la liberté de la presse plus d'actualité. Les médias doivent
être plus libres et indépendants et être les véritables partenaires de nos
citoyens. Il faut donc appuyer ces pouvoirs pour qu'ils soient plus
déterminés à rendre compte de ce qui se passe dans tout le
pays.

ABSTRACT

The Cameroon media landscape in the democratic context
presents certain characteristics.

The origin of the media is linked to a real history of expression since the country gained
independence. The Cameroonian media was born in a transition regime with democratic
liberalism which allowed the creation of the State without a prior dictatorship.

PANORAMA DES MEDIAS AU CAMEROUN DANS LE CONTEXTE DEMOCRATIQUE : PRESSE ECRITE, MEDIAS AUDIO-VISUELS

Par

Marc-Joseph OMGBA

Chargé de cours à l'Université de Yaoundé II

Directeur de l'ESSTIC

La diversité des supports et la hardiesse de ton de la presse écrite ainsi que la persistance du monopole d'Etat sur les médias audiovisuels frappent de prime abord tout observateur attentif qui suit l'évolution du paysage médiatique camerounais depuis 1982. Pendant le long règne du premier président camerounais Ahmadou Ahidjo (1958-1982), l'on s'était contenté en matière de presse de quelques journaux officiels dont le plus important a été incontestablement le quotidien *Cameroon-Tribune* à côté duquel vivotaient quelques titres de la presse privée nourrie de faits divers et de sports.

Au niveau de l'audiovisuel, la radiodiffusion sonore était suffisamment installée dans les sept provinces du pays. Une structure d'Etat, Cameroun Actualité servait d'ersatz à la télévision nationale qui tardait à voir le jour. Elle filmait les événements d'actualité qu'elle projetait mensuellement dans les quelques grandes salles de cinéma du pays.

Depuis 1982, la presse écrite a connu un progrès remarquable ! Un arrêt devant un kiosque à journaux à Yaoundé ou à Douala, pour ne citer que ces métropoles camerounaises aujourd'hui donne la mesure du dynamisme du secteur d'activité de la presse dans un contexte de Renouveau démocratique. On est frappé d'emblée tant par la multitude des titres que par la diversité des approches et des contenus. Cette abondance de façade peut faire illusion. Car à première vue, on se croirait dans un pays développé où la presse est classée comme une grande industrie dont la consommation s'étend pratiquement à l'ensemble de la population et où, comme le souligne Pierre Albert :

« Sa lecture est devenue une habitude, une forme du comportement social »¹.

Fréquence Sud N° 14

Hélas, cette illusion demeure comme dans la plupart des pays d'Afrique noire celle de quelques zones urbaines et d'une élite de la fortune qui peut s'offrir régulièrement au prix actuel (en moyenne 300 F.CFA l'exemplaire) quelques numéros de cette presse.

Par ailleurs, au regard de l'évolution générale de la société camerounaise, le secteur des médias a souvent paru marginalisé. Les journaux et ceux qui les animent sont considérés avec une certaine curiosité. Les cercles de pouvoirs et les milieux d'affaires les traitent avec beaucoup de méfiance. Les plus indulgents les regardent avec commisération.

Les couches populaires et les jeunes désœuvrés auprès desquels ils trouvent un écho favorable souffrent des tares chroniques qui ont pour noms : manque d'argent, pauvreté, misère. Bref, les journaux camerounais comme c'est le cas de la plupart des médias africains de communication de masse sont confrontés aux handicaps dus à l'état général de sous-développement à savoir : le manque de capitaux et de motivation pour investir dans la presse, l'analphabétisme, l'insuffisance des infrastructures de communication, les coûts élevés des équipements techniques, le nombre limité de professionnels qualifiés, etc.

Le cadre et le contexte camerounais n'échappent nullement à ces réalités que vit la presse africaine. Ils apparaissent donc incontestablement en filigrane du panorama d'ensemble que nous voulons articuler notre étude sur trois points :

1°- La présentation générale de la presse écrite camerounaise des origines à nos jours ;

2°- La presse audiovisuelle camerounaise largement sous l'emprise étatique ;

3°- Les limites, insuffisances et perspectives des médias camerounais.

I - LA PRESSE ECRITE CAMEROUNAISE : DES ORIGINES A NOS JOURS

Pour mieux comprendre la physionomie de la presse camerounaise d'aujourd'hui, il importe de jeter un coup d'œil furtif sur son passé et de relever le cadre juridique et politique dans lequel elle a évolué depuis ses origines.

A - UNE PRESSE PRESQUE CENTENAIRE

La presse écrite au Cameroun d'aujourd'hui se situe dans la mouvance d'une tradition qui remonte à la colonisation allemande d'abord, française et anglaise ensuite. Mais très vite, le sentiment nationaliste va naître au Cameroun

et donner lieu à l'éclosion d'une presse militante et nationaliste qui accompagne le Cameroun francophone à l'indépendance le 1er janvier 1960 et le Cameroun anglophone le 1er octobre 1961.

Malheureusement, une fois l'indépendance et la réunification conquises, cette presse allait être frappée d'obstracisme par un cadre politico-juridique contraignant. Le long règne du premier président de la République, Monsieur Ahmadou Ahidjo (1958-1982) devait se caractériser par le muselage de la presse privée indépendante. L'accession au pouvoir en 1982 de l'actuel président de la République, M. Paul Biya permit à la presse de recouvrer ses lettres de noblesse. Le retour au multipartisme depuis novembre 1990 a consacré l'éclosion de la presse écrite et aiguillonner son dynamisme.

L'histoire de la presse camerounaise peut ainsi se subdiviser en cinq périodes distinctes :

- de 1884 à 1945, on peut évoquer ici l'histoire de la presse coloniale;
- de 1945 à 1960, naît et se développe une presse au service du combat nationaliste, c'est le premier âge d'or de la presse au Cameroun ;
- de 1960 à 1982, la presse camerounaise passe de l'euphorie à la déception ;
- de 1982 à 1990, on assiste à une renaissance certaine de la presse camerounaise ;
- de 1990 à nos jours, c'est le triomphe d'une presse libérée des nombreuses contraintes imposées par le parti unique. Le foisonnement des titres en témoigne éloquemment.

1 - La presse coloniale : 1884-1945

La presse coloniale au Cameroun comporte quelques caractéristiques communes à savoir :

- informer la colonie européenne installée sur le territoire ; d'où l'importance et l'espace accordés aux nouvelles de la métropole dans les journaux des colons ;
- assurer la liaison entre les colons des différentes régions du Cameroun tout en se faisant l'écho de leurs préoccupations ;
- servir de trait d'union entre l'administration coloniale et la colonie européenne d'une part ; et informer les indigènes des décisions prises par les autorités administratives, d'autre part ;
- servir enfin d'instrument d'évangélisation des indigènes.

Cette presse coloniale fut animée tour à tour par les Allemands, les Français et les Anglais.

a) La presse coloniale sous administration allemande

Bien que l'histoire de la presse au Cameroun sous administration allemande demeure peu connue, l'on retient néanmoins que c'est sous cette période que paraissent les premières publications dans notre pays. Le premier titre à voir le jour est confessionnel. Il s'appelle : Evangelisches Monatsblatt (en français : Message Evangélique) créé en 1908 et imprimé à Hambourg.

- En langue allemande en 1908 paraît : Amstblatt fur das Schutzgebiet Kamerun (journal officiel de la colonie du Cameroun). C'est un bimensuel publié à Buéa, capitale de la colonie allemande du Cameroun.

- En 1912 est lancé Kamerun Post bihebdomadaire à vocation commerciale publié à Douala.

Toujours à la même période, quelques titres paraissent en langue locale. Ces journaux sont essentiellement confessionnels :

- en 1906 : Mwendi Ma Mussango (Message de paix)

- en 1910 : Mule-Lea (le guide)

- en 1914 : Mo'a Mudi (l'épée de l'esprit).

La fin de la première guerre mondiale sonne le glas de la présence allemande au Cameroun. Les Français et les Anglais reçoivent le Cameroun en héritage des mains de la société des Nations.

b) La presse coloniale sous administration française : 1884-1945

Cette période relève en fait de celle que nous considérons comme typiquement coloniale.

Elle est d'une certaine manière, la continuité de la précédente dominée par la colonisation allemande. La presse est pour l'essentiel conçue et réalisée par les colons et l'administration coloniale. Sa cible est constituée par la clientèle européenne habitant la colonie. Toutefois, une presse indigène fait une timide apparition et suscite quelque appréhension de la part de l'administration coloniale qui craint que cet outil dangereux ne réveille les consciences des indigènes qu'elle souhaite voir à l'écart des débats et des revendications susceptibles de remettre en cause son action et sa présence. Même la presse des colons ne cesse d'inquiéter l'administration coloniale en raison de certaines revendications tapageuses.

Par ailleurs, la presse confessionnelle née sous administration allemande, consolide ses positions et prend de plus en plus d'ampleur.

Toutes ces publications doivent néanmoins se soumettre aux exigences de la loi française, du reste très libérale du 29 juillet 1881 qui connaît au niveau de ses décrets d'application quelques modifications en fonction des

réalités locales. Il s'agit ici de ne pas sacrifier les principaux intérêts de l'Etat colonial. Pendant cette période apparaissent clairement cinq catégories de journaux :

- les journaux administratifs et officiels ;
- les journaux politiques et d'information générale ;
- les journaux confessionnels ;
- les journaux corporatifs ;
- les journaux sportifs.

Parmi les titres les plus significatifs de cette période on peut citer :

- Le Journal Officiel qui voit le jour dès 1916 avec l'avènement de l'administration française ;
- Le 25 septembre 1923, le commissaire Marchand signe l'arrêté créant la Gazette du Cameroun ;
- En 1939, l'administration coloniale crée Radio-Presse, premier quotidien à paraître au Cameroun sous mandat français.

Parmi les journaux politiques et d'information générale d'influence à cette période, il y a : L'Eveil du Cameroun fondé en 1927 à Yaoundé par Bernard Brun et repris en 1929 par Charles Lalane. Il devient plus tard, à partir de 1955, La Presse du Cameroun, véritable grand quotidien à paraître dans le pays pendant une vingtaine d'années.

A cette période paraissent aussi plusieurs journaux confessionnels en langues locales dont :

- Kalata mefoe (les nouvelles) qui sort des presses de l'imprimerie de la Mission protestante française du Cameroun lancé en 1923 ;
- Nleb Bekristen (le conseiller des chrétiens), journal édité au départ en français et en ewondo par la Mission Catholique de Yaoundé pour le compte des chrétiens du Centre et du Sud. Il voit le jour en 1936 et continue de paraître jusqu'à présent.

Au titre de journal corporatif : Le Bulletin de l'association syndicale des fonctionnaires du Cameroun etc.

Depuis ses débuts en 1903, la presse sous administration coloniale allemande et française compte 19 titres. Ce chiffre passe à 43 entre 1940 et 1954.

2 - Le premier âge d'or de la presse camerounaise : 1945-1960

Cette période est marquée au plan mondial par la fin de la deuxième guerre mondiale et au plan local par l'éveil du sentiment national.

On assiste surtout au réveil politique de la population locale qui se concrétise en 1948, en ce qui concerne le Cameroun par la naissance d'un premier mouvement et rassemblement politique : l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Cette période connaît aussi un essor remarquable dans la création d'une presse écrite des indigènes, pour des indigènes dont la particularité et la personnalité s'affirment de plus en plus au fil des ans.

Un autre fait digne d'intérêt à relever au cours de cette période : l'introduction dans la presse camerounaise de la Ronéo qui constitue une véritable révolution. Les feuilles ronéotypées deviennent pratiquement insaisissables par les autorités administratives et portent leurs messages jusque dans les coins les plus reculés des centres urbains comme Douala et même de certains milieux ruraux du pays. Ces messages sont surtout l'écho d'un nationalisme camerounais de plus en plus intransigeant qui aboutit à la situation insurrectionnelle de 1955 imputée à l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Ce parti politique eut ainsi à opérer dans la clandestinité en rejoignant le maquis avec ses organes d'expression.

Cette période constitue celle qui caractérise mieux la presse partisane au Cameroun. Il existe d'un côté des partisans de la poursuite de l'œuvre coloniale au Cameroun et de l'autre les Camerounais qui se disent aptes à gérer leurs affaires. L'Organisation des Nations Unies (ONU) qui succède à la Société des Nations (SDN) reconnaît du reste au Camerounais le droit à la pétition. Il en résulte la création sous tous azimuts des associations à caractère politique, syndical ou tribal. Les fondateurs des partis politiques espéraient représenter leurs associations devant la quatrième commission des Nations Unies chargées du suivi de l'évolution de la situation politique au Cameroun. Chaque Parti ou Association qui se crée a besoin d'un support pour sa propagande. On a pu dénombrer entre 1955 et 1960, environ 91 associations à caractère politique dont la plupart ne regroupaient qu'une poignée d'individus, parfois son seul fondateur. Parallèlement paraissent 71 publications pour être plus précis, 71 feuilles volantes à la vie précaire².

Les débats tournent autour de l'indépendance du Cameroun. Deux camps s'affrontent. D'un côté les partisans de l'autodétermination et de l'autre ceux qui pensent que le bon choix pour le pays est de demeurer sous administration coloniale française. Mais même au sein de chaque camp subsistent des nuances qui épousent les contours d'une classe politique éclatée. Mais à l'approche de l'Indépendance, la situation va peu à peu se décanter et l'image de la presse camerounaise devenir plus claire. La presse de cette période peut se diviser en trois catégories selon Marcel Bebey Eyidi, médecin et directeur

de publication du journal L'opinion au Cameroun : la première comprend les « encadreurs perpétuels », griots à outrance, la seconde est constituée des « organes officiels des partis » tiraillés par les polémiques partisans, la troisième enfin comporte les journaux de l'opposition qu'on qualifierait aujourd'hui de « radicale ». Quelques titres illustrent à souhait la situation.

L'administration coloniale poursuit son œuvre en multipliant les publications officielles et en redynamisant celles citées plus haut. Et pour servir de contrepois à la presse nationaliste, l'administration coloniale suscite et finance un certain nombre de titres dont les plus en vue sont :

- Le journal des villages du Nyong et Sanaga avec en sous-titre : Bulletin bimensuel d'information des communes paraissant le 5 et le 20 de chaque mois (1953-58).

Cette publication fut sans conteste, l'une des grandes réalisations et de réussite en matière de journaux de la période. L'administration coloniale, utilisant habilement les villageois évolués, trouva une forme d'organe animé par le monde paysan lui-même. Le journal fit des émules dans d'autres régions du pays comme le Littoral avec Les Nouvelles du Mungo (1954), l'Ouest avec le Bamiléké et le Nord avec l'Avenir de l'Adamaoua etc.

Au chapitre des publications initiées par les colons eux-mêmes pour pérenniser leur œuvre en territoire camerounais :

- L'Eveil du Cameroun déjà cité, devenu plus tard le quotidien La Presse du Cameroun ;

- Cameroun Libre : hebdomadaire publié en français à Yaoundé en 1940 et qui cessa de paraître en 1958. Il fut créé par les anciens de la « France Libre », partisans du Général de Gaulle, dirigé au départ par le colonel Leclerc. Il fut naturellement de tendance modérée.

Comme publications animées par l'opposition radicale, on peut citer les journaux de l'U.P.C comme :

- La Voix du Cameroun, organe officiel de l'UPC ;

- L'Etoile, venue en renfort de La Voix du Cameroun dans la lutte contre le colonialisme.

- La Vérité, organe mensuel de la jeunesse démocratique du Cameroun affiliée à l'UPC

- La Lumière, organe de la section de l'UPC du Nord-Cameroun.

On peut citer dans la même mouvance, Le Flambeau de Gaston Kingue.

D'autres titres changent de tendance et de soutien en fonction des opportunités du moment. Ce fut le cas de :

- N'Kou - Tam-Tam, Journal de Gaston Medou. Il est contre ce qui se dessine sous forme d'Union Française et qu'il considère comme la caricature

du Commonwealth. Il soutient M. André Marie Mbida de tendance modérée. Il devient Secrétaire d'Etat chargé de l'Information dans le premier gouvernement formé par celui-ci. Mais il n'hésite pas à le vilipender une fois M. Mbida déchu, après huit mois de règne seulement.

La presse corporatiste va connaître également un grand essor. Chaque syndicat de travailleurs a son organe de liaison.

La presse confessionnelle notamment catholique n'est pas en reste : l'Effort camerounais, hebdomadaire catholique est lancé en 1955. C'est l'un des plus grands tirages de la période.

C'est aussi l'époque où naît la presse sportive camerounaise avec : - l'Elan Sportif lancé en 1954 et le Courrier Sportif du Bénin créé le 19 mars 1955. Celui-ci connut un succès et une longévité exceptionnels.

Cette période se caractérise ainsi par le dynamisme de la presse politique dans l'ensemble nationaliste revendiquant sans ménagement l'indépendance et la réunification des deux Cameroun. Mais cette presse se heurte aux tracasseries administratives, au manque de moyens humains, financiers et matériels et devient très fragile. De nombreux titres apparaissent et disparaissent pratiquement sans laisser de trace. Et ils sont très peu nombreux à célébrer l'avènement de l'indépendance et de la réunification du Cameroun pour lesquelles ils s'étaient tant battus.

3 - La presse muselée : 1960 - 1982

Le 1er janvier 1960, le Cameroun sous administration française devient indépendant. L'événement tant attendu apporte des changements, voire des bouleversements dans divers domaines. La presse n'échappe pas aux aléas nés de cette situation nouvelle. Les journaux d'opinion notamment politique paient un lourd tribut à l'avènement d'une indépendance que la plupart avaient pourtant appelé de leurs vœux. Une fois la cible coloniale disparue, ils n'ont plus de sujet de controverse, et cela d'autant que le nouveau contexte politico-juridique leur est carrément hostile. Ceux qui pensaient poursuivre le combat politique à travers la presse sont découragés.

En ce qui concerne l'évolution de la presse, cette période peut être divisée en deux parties. La première court de 1960 à 1974 et correspond au long cheminement vers l'Etat unitaire et le monopartisme. La presse indépendante y végète et finit par disparaître laissant la place à une presse officielle aux mains des responsables du pouvoir politique. La seconde période va de 1974 à 1982. Elle consacre le règne de la presse d'Etat. C'est le quasi monopole du quotidien gouvernemental Cameroon Tribune et de la radiodiffusion nationale sur l'information de l'opinion publique. Les quelques titres de la presse privée qui poursuivent une timide parution ou qui

naissent au gré des circonstances réservent leurs colonnes pour l'essentiel aux faits divers et aux activités sportives.

a) L'évolution de la presse au Cameroun de 1960 à 1974 : tribulations des rescapés de l'indépendance

Le jour de l'indépendance du Cameroun oriental (francophone) le 1er janvier 1960 et de la réunification le 1er octobre 1961, (également pour l'indépendance du Cameroun occidental anglophone), très peu de titres sont présents dans les kiosques pour saluer l'avènement de la liberté.

a - 1) Les rescapés

En dehors du journal le Bamiléké qui ne cesse de paraître en 1961, la quasi totalité de la presse de parti paraît.

S'agissant des journaux d'informations générales, seule La Presse du Cameroun échappe à l'hécatombe. C'est l'unique quotidien publié au Cameroun et qui fait preuve d'une grande vitalité. Le journal du groupe de Breteuil, opportuniste à souhait, a su choisir la voie de la neutralité au plan politique. Il s'est abstenu de prendre position par rapport aux âpres luttes idéologiques en vigueur à la veille de l'indépendance. Il bénéficie de plus de la presque totalité du marché publicitaire.

Une autre rescapée : la presse confessionnelle qui réussit à franchir le cap de l'indépendance avec l'ensemble de ses titres.

a - 2) La presse confessionnelle, une espèce de presse d'opposition

Longtemps accusée d'être « réactionnaire » avant l'indépendance, la presse confessionnelle joue à partir de 1960 le rôle d'une presse d'opposition locale.

A Nkongsamba dans le Littoral, l'Essor des jeunes et à Yaoundé, l'Effort Camerounais apparaissent aux yeux de beaucoup de Camerounais comme la seule véritable presse, puisque ces journaux sont pratiquement les seuls à braver les positions du gouvernement en place. Pour le reste le marché de la presse est presque vide et même les quelques titres qui paraissent présentent des signes d'essoufflement dès la fin de 1973. Dans un tel contexte, la presse étatique prend de plus en plus de poids.

a - 3) L'avènement de la presse étatique

Les pouvoirs publics vont s'intéresser à l'information dès les premiers jours de l'Indépendance. C'est ainsi que le tout jeune et nouveau

gouvernement camerounais veut absolument contrôler l'information pour mieux en disposer.

C'est dans cette optique que l'Agence Camerounaise de Presse (ACAP) est créée le 20 janvier 1960, quelques jours seulement après l'accession du Cameroun oriental à l'indépendance. Le gouvernement du jeune Etat indépendant dispose ainsi d'un organe qui lui permet de décider de ce qui est publiable ou non.

Au plan politique, le parti dominant au pouvoir l'Union Camerounaise (UC) du Président Ahidjo dispose d'un organe de propagande, l'Unité qui devient tout au long des vingt-cinq ans de règne du premier Président camerounais, une espèce d'officieux.

Toutefois entre 1960 et 1974, paraissent une soixantaine de titres soigneusement inventoriés par Keye Ndogo dans une grande enquête consacrée à la presse privée au Cameroun³.

Mais ces titres sont précaires et n'ont de journaux que les noms. Ce sont de vraies feuilles volantes à la parution incertaine. Certains ne connaissent qu'un à deux tirages. Les plus téméraires durent un an. La périodicité est incertaine pour ne pas dire qu'il paraissent à l'improviste. Leurs promoteurs sont de véritables flibustiers de la presse, des tireurs au flanc.

L'année 1974 marque toutefois un tournant décisif dans la vie de la presse camerounaise. L'Effort Camerounais croule sous le poids de ses dettes, environ 15 millions F.CFA (non dévalués). La même année, le groupe de Breteuil qui édite depuis 1955 le quotidien La Presse du Cameroun décide d'arrêter celle-ci. Il accepte de prendre part à la création et au lancement du quotidien Cameroon Tribune aux côtés des pouvoirs publics et de petits actionnaires privés.

b) Le quasi-monopole de Cameroon-Tribune : 1974 à 1982

Le quotidien national Cameroon Tribune fait une entrée remarquée le 1er juillet 1974 sur le marché de la presse écrite qui se meurt au Cameroun.

Le nouveau quotidien se présente sous la plume de son séminant éditorialiste, comme

« Un journal qui arrive à son heure et répond à une attente. Il entend remédier à une situation de carence et comble un retard que la presse écrite ne pouvait plus justifier »⁴.

Cameroon Tribune règne en grand maître jusqu'à l'avènement de la démocratie pluraliste au Cameroun en 1990. Pendant la période faste qui coïncide avec l'avènement de Paul Biya au pouvoir, il atteint les tirages de 60.000 à 80.000 exemplaires. Mais il connaît une descente aux enfers depuis le libéralisme et

succombe sous les coups de boutoir d'une presse privée indépendante qu'on présentera plus loin.

De cette période naissent de plus en plus de titres indépendants qui vont toutefois se détourner de la politique et se consacrer aux sports et aux faits divers à sensation. Avec la mort de l'Effort Camerounais, c'est pratiquement la fin d'une presse soucieuse de sa qualité et de son public. Parmi les titres qui se créent, émerge La Gazette de Douala. Elle paraît le 16 juillet 1974. Elle est l'œuvre du dernier rédacteur-en-chef de la Presse du Cameroun, M. Abodel Karimou. La Gazette connaît un succès fulgurant et devient selon Eyoum-Ndoumbe qui lui a consacré un travail de fin d'études à l'ESSTIC ⁵ :

« La locomotive parce que Abodel Karimou reste le conseiller écouté et respecté des promoteurs de la presse privée »

Mais très vite d'autres titres font leur apparition dans ce créneau de faits divers et des sports. La Gazette doit de plus en plus affronter la rude concurrence notamment du journal Le Combattant et plus tard du périodique Le Messenger.

Le Combattant qui connaît une grande expansion entre 1984 et 1988, puisqu'il gagne le premier prix des lecteurs en 1986 et 1987 est en fait la version consacrée aux faits divers d'une publication qui se veut satirique. Le Canard Libéré lancé en 1976 par Joseph Benyimbe, le Combattant atteint dans ses périodes fastes des tirages de 30.000 à 40.000 exemplaires par édition.

Le Messenger devenu la coqueluche de la presse privée camerounaise naît dans un dénuement total à Bafoussam, chef-lieu de la province de l'Ouest le 17 novembre 1979 des presses de l'imprimerie de l'Ouest. Son promoteur, Pius Njawé, autodidacte piqué par le virus du journalisme assigne à son journal à ses débuts une double ambition : *« être l'interprète et le porte-parole de l'importante province de l'Ouest à travers l'ensemble du territoire national et informer les populations locales sur les aspects les plus variés de l'actualité nationale et internationale »* ⁶.

Faute de moyens financiers, Le Messenger devient par moment « un occasionnel, paraissant au gré des scandales et de divers autres éléments qui pouvaient alimenter ses colonnes » ⁷.

En 1981, le périodique de Pius Njawé doit mettre la clé sous le paillasson. Il renaît en 1983 à la faveur de l'avènement de Paul Biya au pouvoir. Comme on le verra dans la prochaine étape, il grandit avec le pouvoir de ce dernier.

C'est aussi la période où la presse sportive connaît son plus grand essor. Sur trente-huit titres recensés par Keye Ndogo entre 1974 et 1980, treize sont sportifs. Parmi les titres qui émergent le plus dans cette catégorie, on peut citer : Sports Magazine, Sports Panorama, Cameroun Sports, Goal, Le Courrier

Sportif des Sept Provinces. Football Elite, etc.

Mais comme pour la période précédente, la presse privée survit à travers moult difficultés. Le secteur est pris d'assaut par les aventuriers et les désœuvrés venus de partout et de nulle part. 1982 redémarrage d'une activité qui apparaissait en marge des préoccupations quotidiennes des Camerounais.

4 - Renaissance de la presse écrite de qualité : 1982-1990

Cette période est l'une des étapes mémorables de l'histoire du Cameroun. Le 4 novembre 1982, à la surprise générale des Camerounais et du monde entier, Ahmadou Ahidjo annonce sa démission de la Présidence de la République. Paul Biya est investi deuxième Chef de l'Etat camerounais le 6 novembre 1982. La transition est saluée à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Curieusement quelques mois plus tard, l'ancien Président tente par tous les moyens de revenir au devant de la scène politique. Intrigues et rumeurs écumant le pays. Un climat de tension règne. Ahidjo et Biya ne se parlent plus que par Cameroon Tribune interposé. Ils deviennent ennemis. L'opposition entre les deux antagonistes atteint son paroxysme le 6 avril 1984 lorsque la garde présidentielle laissée par Ahidjo comploté de renverser Biya. L'armée demeurée loyale envers les institutions de la République, maîtrise les mutins. Cette querelle constitue un terrain fertile pour la presse. De nombreux titres naissent. Ceux qui existent se développent. Tous y trouvent matière à régaler les Camerounais qui en redemandent toujours. La plupart des publications sont pour l'heure favorables au pouvoir en place incarné par Paul Biya.

Toutefois, la presse n'est pas encore totalement libérée. Un cas concret permet d'illustrer le contexte délicat dans lequel évoluent les journaux. Lorsqu'en 1983 au plus fort de la crise qui oppose l'ancien Chef de l'Etat au nouveau à propos de la prééminence ou non du parti unique sur le gouvernement de la République, le journal Le Canard Libéré de Joseph Benyimbe ose titrer : "la déchirure entre Ahidjo et Biya". La publication est suspendue. Cette suspension n'est levée qu'en 1984 lorsque le Directeur de publication accepte de changer le nom de son journal qui devient Le Combattant le 5 novembre 1984. Cela ne décourage pas pour autant la presse qui s'intéresse de plus en plus à la politique intérieure du Cameroun. C'est notamment le cas du périodique Le Messenger de Pius Njawé qui renaît de ses cendres le 16 février 1984. Il apporte un soutien critique au Président Paul Biya. Ce soutien s'effrite au fil des ans et tourne carrément à l'opposition radicale avec le retour au multipartisme en 1990. Le journal prend fait et cause pour les partis d'opposition et combat le pouvoir en place pendant les échéances électorales déterminantes de mars et de novembre 1992.

D'autres titres naissent à la faveur du nouveau contexte : Le Patriote de Luc Angoula, Le Républicain de Dieudonné Etende, Cameroun Magazine

de Francis Emile Moucco Mboundja. Cameroun Hebdo de Essiane Effa, Cameroun-Nouveau de Christophe Moutchagon, Perspectives de Joseph Besseri.

A Douala, en dehors du Messenger déjà évoqué, de nombreux autres titres apparaissent : Le Temps, de Benjamin Malake, le Confident de Jean-Pierre Betfiang, Communautés Africaines. Autour du Le Combattant de Joseph Benyimbe se créent d'autres titres comme Le Combattant confidentiel, Le Canard libéré, etc.

Ceux-là relèvent de la presse d'informations générales. Les autres secteurs de la presse ne sont pas en reste.

Au niveau de la presse officielle : Cameroon Tribune brille de mille feux. Il sert pratiquement de détonateur à la querelle qui oppose Ahidjo à Biya : c'est aussi la période où la Société de Presse et d'Édition qui publie Cameroon Tribune lance l'hebdomadaire Week-end Tribune consacré aux sports et loisirs des fins de semaine.

Les pouvoirs publics comprennent aussi la nécessité de dynamiser la communication gouvernementale qui se traduit au niveau de la presse écrite par la création de publications.

Dans certains ministères et administrations publiques décentralisées chaque province, chaque département s'efforce de mettre sur pied un périodique d'information. C'est dans ce registre qu'il faut classer les publications comme Finances-Infos, CENADI-News, MINEFI-INFOS, le Commis etc.

Pareillement aussi se développe une presse d'entreprise qui tire ses origines d'avant l'indépendance du pays avec des titres comme :

- Le Bulletin de liaison de la Régie Nationale des Chemins de Fer
- le Cheminot camerounais
- Elect-Scope
- Alpha Infor-News
- Jet d'eau
- CNPS Infos, etc.

Quant à la presse confessionnelle, elle se fait plus discrète. On en est à la énième restructuration de l'Effort Camerounais.

Néanmoins, les journaux et autres périodiques spécialisés continuent de paraître à un rythme intense. Entre 1982 et 1990, on a pu recenser 119 (cent dix neuf) titres de journaux et revues légalisés au Cameroun. Cette tendance à la multiplication et à la diversification des publications va connaître un nouveau coup d'accélérateur à partir de 1990. Au 31 juillet 1995, on dénombrait au service de l'information et de la presse du Ministère de l'Administration territoriale : 487 titres nationaux légalisés⁸.

5 - La presse libérée : 1990 à nos jours

La promulgation le 19 décembre 1990 de la loi n° 90-52 du 19 décembre 1990 consacre le régime de la déclaration contre celui d'autorisation qui prévalait jusqu'à cette date. La nouvelle loi donne une impulsion incontestable à la création des organes de presse, malgré le maintien de la censure administrative tant décriée. En tout cas, elle libère les esprits, délie les langues et aiguise les plumes.

La presse d'opinion revient en force sur le devant de la scène comme jadis à l'approche de l'indépendance et de la réunification du Cameroun. Cette période peut être considérée à juste titre comme le deuxième âge d'or de la presse camerounaise. Cela s'explique par la libéralisation tous azimuts que vit le pays depuis la promulgation des lois du 19 décembre 1990 libéralisant presque l'ensemble des secteurs économiques, sociaux, culturels et politiques. Elles consacrent notamment sur ce dernier point le retour au multipartisme jeté aux oubliettes depuis 1966.

Les journaux de la presse privée dite « indépendante » vont privilégier les thèmes politiques au détriment des sujets économiques pourtant fondamentaux en raison de la rigueur de la crise économique qui frappe sans ménagement les Camerounais, toutes classes sociales confondues. Mais cet intérêt de la presse camerounaise va en s'amplifiant surtout à l'approche des échéances politiques de premier plan : les élections législatives de mars et les présidentielles de novembre 1992. La presse trouve matière à exciter les populations dans le bras de fer qui oppose l'opposition radicale inconditionnelle de la tenue d'une conférence nationale souveraine avant ces rendez-vous politiques majeurs aux tenants du pouvoir qui, par la bouche du Président Paul Biya juge que celle-ci est sans objet, le pays ayant déjà commencé son *aggiornamento* politique.

La presse politique qui occupe les devants de la scène fait apparaître clairement ses différentes tendances. On distingue en effet des journaux de soutien inconditionnel au pouvoir en place, des journaux de soutien critique et des journaux d'opposition radicale.

Dans le premier groupe, on trouve des titres majeurs comme *Le Patriote*, *Le Témoin*, *Le Libéral*, *Demain le Cameroun* qui viennent en renfort aux journaux d'Etat *Cameroon Tribune* manifestement débordé par le contexte politique nouveau qui prend corps.

Dans le second groupe, on peut citer *Dikalo*, *La Gazette*, *Le Combattant*, *Le Temps*, *Perspectives*. Tout en continuant à exprimer leur sympathie et leur soutien au régime en place ne laissent pas de souligner ses faiblesses ou ses insuffisances.

Le troisième groupe se situe carrément du côté de l'opposition radicale. Certains titres dits du groupe de la « Sainte Trinité », *Le Messager*, *Challenge*

Hebdo, *Nouvelle Express* deviennent les porte-parole de cette opposition et parfois se substituent à elle lorsqu'ils la jugent peu pugnace.

Les tirages des titres de ce dernier groupe battent les records de tirages. Le *Messenger* tire entre 80.000 et 100.000 exemplaires deux fois par semaine. Ils créent d'autres titres qui défendent tous la même cause, c'est le cas de *Messenger* en anglais, *La Messagère* et le périodique satirique *Popoli*. *Challenge Hebdo* n'est pas en reste puisqu'il publie en plus *Challenge Magazine*, *Challenge*, *Challenge* quotidien. *La Nouvelle Expression* rivalise de causticité avec les deux autres qu'il coiffe même par moment au poteau au niveau des tirages.

Dans un sondage d'opinion réalisé par le Centre de Recherche et d'Etudes en Economie et Sondage (CRETES) en 1995, les titres de la presse d'opposition radicale viennent largement en tête. Ainsi, « 59% des personnes interrogées font confiance à la presse privée contre 22% seulement à la presse officielle »⁹. Les proportions s'élevaient respectivement à 54% et 36% en 1993. La même enquête révèle que 56% des personnes interrogées sont satisfaites de la presse privée. Elles étaient 52% en 1993.

La raison essentielle en est que les Camerounais, sevrés longtemps d'une presse nationale véritablement libre, redécouvrent les journaux qui disent autre chose que les médias d'Etat. Ils critiquent sans ménagement l'action des personnalités en vue : les membres du gouvernement, le Premier Ministre et même le Président de la République constituent des cibles privilégiées : d'où cet engouement délirant des journaux à l'égard de la presse privée notamment celle qui défend les thèses de l'opposition radicale.

On doit néanmoins relever une baisse progressive de cet enthousiasme. L'euphorie va durer jusqu'en 1993. Puis suit une période d'accalmie justifiée par le manque d'enjeu réel au plan politique. En 1994, le nombre de journaux distribués par Messapresse baisse de 38% pour les titres privés nationaux. D'autres raisons expliquent aussi cette baisse : le renchérissement du coût des matières premières après la dévaluation du Franc CFA en janvier 1994, l'absence de financement et la persistance de la censure administrative qui n'est supprimée qu'après la loi n° 90/04 du 4 janvier 1996, portant modification de certaines dispositions de la loi 90/052 du 19 décembre 1990.

On ne saurait néanmoins clore cet inventaire sans faire allusion à la spécificité de la presse écrite de langue anglaise ainsi qu'à la forte présence de la presse étrangère sur le marché camerounais.

B - LA PRESSE ECRITE DE LANGUE ANGLAISE. UNE PLACE A PART

De 1961, date de la Réunification du Cameroun jusqu'en 1982, la presse anglophone occupe une place à part.

1- Caractéristiques générales

Pour des raisons d'héritage colonial, la presse privée anglophone diffère de sa concurrente francophone qualifiée pendant la période sus-évoquée (1961-1982) de presse de faits divers souvent sans intérêt et éloignée des préoccupations des citoyens. La presse anglophone met l'accent sur le vécu quotidien des Camerounais. C'est sans contexte le fruit d'un héritage colonial. Et comme le relève pertinemment Keye Ndogo :

« Dans les colonies britanniques, les journaux aux mains des groupes de presse métropolitains (Thomson) avaient dès le début visé une clientèle africaine, la considérant comme le marché le plus intéressant... Au contraire, dans les territoires français, tous les quotidiens, créés par le même homme (le Groupe de Breteuil) s'adressaient surtout aux expatriés avec de très faible tirage »¹⁰.

Les journaux d'expression anglaise développaient les nouvelles et faits divers locaux : ce qui explique largement la meilleure adaptation aux nouvelles circonstances dans les pays anglophones.

Par ailleurs les habitudes de lecture existaient déjà dans le public national auquel on offrait des nouvelles qui l'intéressaient. En outre, les traditions d'indépendance de la presse britannique s'étaient suffisamment implantées pour permettre aux journaux de garder une certaine distance à l'égard du nouveau pouvoir.

2 - Quelques titres de langue anglaise

La presse privée camerounaise anglophone a quelque peu suivi cette tendance. Deux titres de cette presse font parler d'eux deux décennies durant et sont quelque peu en déclin aujourd'hui. Cameroon Times (Victoria/Limbe) et Cameroon Outlook (Victoria/Limbe), tous deux paraissant dans la province du Sud-Ouest.

Pendant de nombreuses années Cameroon Times, créé par Jérôme Gwellem en 1960, semble faire bande à part. Si le gouvernement n'est pas directement attaqué, le journal s'en prend aux fonctionnaires et autres employés gouvernementaux. La corruption et la spéculation sont vivement condamnés : les affaires judiciaires, les événements sociaux et les faits divers tiennent une place importante dans le journal. En outre, dans chaque numéro, deux colonnes sont réservées au courrier des lecteurs. Le public apprécie le franc-parler, le style coloré, satirique et alerte de Cameroon Times. Ce journal n'a pas pu résister à la concurrence et ses parutions se font de plus en plus rares.

Un autre titre de la même période et qui a suivi un itinéraire identique est Cameroon Outlook, imprimé par Press-Book à Limbé et édité par Fako Publications lancé par Obenson en 1969.

Ces deux titres vont être rejoints en 1979 par l'hebdomadaire Cameroon Post de Paddy Bawa. Il prend vite de l'ampleur et lance Post Sports, Cameroon Post Review et Cameroon Post Week Ender.

A la faveur de la libéralisation ambiante, d'autres titres anglophones voient le jour. C'est le cas de : The Herald créé par Boniface Forbin, Today de Ntemfack Ofège, Cameroon Review de Jérôme Guellem, Weekly Post de Chief Etta Oben et SDF Echo, journal du grand parti politique Social Democratic Front.

Tous les nouveaux titres anglophones qui naissent à partir de 1990 ont en commun une haine viscérale vis-à-vis du pouvoir en place. Leur mot d'ordre semble être « Biya must go » : Le Président doit partir pour céder la place à « Ni John Fru Ndi », chef du principal parti d'opposition, originaire de la province anglophone du Nord-Ouest.

Après la réélection du Président Biya, ces titres vont perdre $\frac{3}{4}$ de leurs lecteurs. Aujourd'hui, seuls paraissent régulièrement : The Herald et Cameroon Post.

C - UNE FORTE IMPLANTATION DE LA PRESSE ETRANGERE

Un autre phénomène qu'on ne saurait passer sous silence est la forte implantation de la presse étrangère au Cameroun. Les Camerounais ont en effet une longue pratique de la presse étrangère. Cela peut s'expliquer par au moins trois raisons : d'abord la longue léthargie de la presse nationale durant les vingt ans de monolithisme politique ont fini par pousser les lecteurs camerounais dans les bras de la presse étrangère.

La deuxième raison tient au fait que des Camerounais qui la lisent ont été pour la plupart formés à l'extérieur d'où ils en ont pris l'habitude. Par ailleurs, ceux-ci occupent dans la société des postes de pouvoir et d'influence. Ils restent en contact permanent avec les milieux où ils ont étudié. La troisième raison relève du mimétisme. La presse étrangère sert de faire-valoir à une certaine élite qui achète et lit cette presse par imitation et par identification à la classe des décideurs.

Parmi les titres étrangers les plus lus : Jeune Afrique, jeune Afrique Economie, Le Monde, Le Point, Femme actuelle, Le Canard Enchaîné, etc.

Il faut du reste relever ici que la presse française ou de langue française a la part belle. L'explication coule de source ; en plus, du fait que $\frac{3}{4}$ des Camerounais lettrés sont francophones, la distribution des journaux est entre les mains d'une filiale de la plus importante messagerie française : Messapresse. Cette société de distribution privilégie la distribution des titres en français.

Il importe de préciser en nous référant à l'enquête du CRETES évoquée plus haut que « *Messapresse qui assure la distribution de presque tous les journaux étrangers et de 90% de journaux nationaux privés a distribué 1.100 titres en 1993 pour les premiers et 80 pour les seconds ; soit un rapport d'un titre national pour 14 titres étrangers* »¹¹.

Nous allons conclure cette première partie sur la presse écrite en faisant ressortir la place qu'elle occupe en terme de préférence dans le cœur des Camerounais par rapport aux médias électroniques. Une fois de plus, nous allons nous référer aux résultats de l'enquête du CRETES en 1995.

« A la question de savoir quel média les personnes interrogées préfèrent lorsqu'elles veulent s'informer, se cultiver, se divertir etc. 38% ont déclaré préférer la radio, 34% la télévision et 28% les journaux. Ces proportions étaient respectivement de 43%, 24% et 33% en mars 1993 »¹², les Camerounais semblent ainsi de plus en plus revenir à leurs médias de prédilection que sont la radio et la télévision, jusqu'à ce jour, monopole de fait de l'Etat.

II - L'AUDIOVISUEL, MONOPOLE DE FAIT DE L'ETAT

Les médias électroniques comptent parmi ceux qui ont réalisé des progrès appréciables depuis 1982. A un réseau radiophonique suffisamment bien implanté est venu s'ajouter une chaîne de télévision qui est considérée à juste titre comme l'une des plus modernes et des plus performantes d'Afrique noire francophone. Entre-temps, certaines structures qui servaient d'ersatz à la télévision comme Cameroun Actualité ou le Fonds de développement de l'industrie cinématographique (FODIC) ont disparu. Mais la caractéristique essentielle des médias audiovisuels au Cameroun est qu'ils sont demeurés des décennies durant le monopole de droit de l'Etat. Et depuis la loi n° 87-019 du 17 décembre 1987 fixant le régime de la communication audiovisuelle au Cameroun, ce monopole est de fait en attendant que les décrets d'application de cette loi soient signés et rendus publics.

A - LA RADIODIFFUSION : APERCU HISTORIQUE ET IMPLANTATION TERRITORIALE

Les débuts de la radiodiffusion au Cameroun remontent à 1941 lorsque fut créée à Douala la première station du territoire sous tutelle française. L'objectif assigné à cet « enfant de guerre » selon l'expression de M. Delettre, le tout premier directeur de Radio-Douala, est de diffuser les bulletins d'information et communiqués de guerre de la France libre auprès de ses partisans très nombreux et actifs au Cameroun¹³.

1- Une bonne implantation territoriale

La tentative s'arrête avec la fin de la deuxième guerre mondiale. Après dix-huit mois d'interruption, l'expérience reprend en 1946, cette fois-ci avec des programmes complets. Grâce au concours de la Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-Mer (SORAFOM), est mis au point un programme de développement d'une radiodiffusion camerounaise. Ce programme comporte deux volets : le renforcement du potentiel technique et l'éclatement géographique. Celui-ci commence en 1955 lorsque la SORAFOM installe deux émetteurs pour les ondes moyennes et courtes à Yaoundé. Il s'étend à Garoua, chef-lieu de la partie septentrionale en 1958 et puis plus tard sous le Cameroun indépendant avec une station de radio à Buéa, capitale du Cameroun anglophone. En 1962, Bertoua à l'Est du pays en 1978, Bafoussam, métropole de l'Ouest en 1980.

Cet effort se poursuit sous le renouveau avec l'installation dans chaque chef-lieu de province d'une station. A l'heure actuelle, le Cameroun compte dix stations provinciales, une chaîne nationale et deux stations FM à Yaoundé et à Douala : soit l'une des meilleures implantations radiophoniques d'Afrique sub-saharienne.

2 - La radio, le média préféré des Camerounais

Cette bonne implantation de la radiodiffusion camerounaise, le média le plus consommé du pays car, elle bénéficie, en plus de certaines facilités dont ne jouissent ni la presse écrite ni la télévision. Malgré l'impressionnant boom enregistré par la presse écrite depuis l'avènement du multipartisme. En 1990, force est de constater qu'elle demeure encore le luxe d'une minorité de privilégiés des villes. Elle coûte cher, elle est mal diffusée et de surcroît, elle est inaccessible au commun des mortels. Au contraire de la radiodiffusion qui n'a cessé de bénéficier des progrès technologiques de pointe. Ceux-ci ont permis notamment sa miniaturisation tout en réduisant ses coûts de production d'acquisition.

Elle passe également bien loin devant la télévision malgré le caractère attrayant de cette dernière qui demeure encore le luxe des centres urbains et des agglomérations électrifiées. Selon l'enquête d'opinion du CRETES déjà citée, la radio est de loin le média préféré des Camerounais. Les résultats de cette enquête révèlent en effet, que 43% des Camerounais qui consomment les médias nationaux choisissent la radiodiffusion pour s'informer. Elle devance ainsi les journaux (3%) et la télévision (24%). (Résultats de l'enquête de 1993).

La radiodiffusion nationale ne fait non plus piètre figure par rapport aux stations de radiodiffusion étrangères. Elle n'est devancée que par Radio-France Internationale (RFI).

B - LA TELEVISION NATIONALE. LE BENJAMIN DES MEDIAS CAMEROUNAIS

Lancée le 20 mars 1985 à Bamenda, la télévision camerounaise est le benjamin des médias camerounais. Cette naissance n'avait cessé de susciter de nombreuses interrogations. La thèse du régime Ahidjo fut de privilégier la radiodiffusion plus proche de toutes les couches sociales que la télévision pendant longtemps considérée comme objet de luxe tant pour le budget de l'Etat que de celui des particuliers. Même le régime actuel a mis trois ans pour réactiver et faire aboutir un projet de télévision mis en chantier depuis 1963.

L'occasion du lancement officiel fut l'ouverture du Congrès de l'Union nationale camerounaise, parti unique depuis 1966 et qui devint en cette circonstance à jamais mémorable, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC). A en croire les commentateurs de la période, ce fut une entrée triomphale pour le nouveau média, car « pour son premier essai, la télévision nationale a frappé un grand coup et gagné l'estime et la confiance des téléspectateurs. Partout, dans les bus, les bars, les taxis comme dans les bureaux, un sentiment de satisfaction se dégage... une autre dimension de l'information s'est ajoutée à celle déjà connue »¹⁴.

1- Une longue gestation

Le projet visant à l'implantation d'un réseau de télévision nationale au Cameroun débute à l'aube de l'indépendance du pays. En 1963, une équipe de l'Office de Coopération Radiophonique Français (OCORA) propose la construction d'une télévision camerounaise. Cette proposition passe inaperçue. Il a fallu attendre des années pour voir resurgir le problème avec la relance des projets ESOPE 1 et 2. Le sigle recouvre l'Etude des systèmes opérationnels pour le développement (ESOPE).

« Ces expériences s'adressent surtout au monde paysan et plus spécifiquement à l'adulte vivant en milieu rural. Les objectifs définis sont clairs : lutter contre l'exode rural, initier les populations à la protection maternelle et infantile, à l'amélioration des cultures et de l'élevage, à la traction animale, aux techniques de l'eau, à la petite mécanique. Autant de tâches qui ne peuvent être exécutées que si sont maîtrisés les trois axes sur lesquels se fonde le projet : la production des programmes, leur transmission et l'exploitation du système mis en place »¹⁵.

Le projet ESOPE 1 visait donc à installer au Cameroun une télévision éducative presque entièrement tournée vers le monde rural. Malheureusement, l'expérience fit long feu. En effet, au moment où les études techniques étaient déjà au point et qu'ESOPE 1 entrait dans sa phase ultime, à la grande surprise mêlée de déception de ses promoteurs, le projet fut abandonné. Puis vint le bon essai.

2 - ESOPE 2 : Le bon essai

Le second projet ESOPE 2 fut confié au ministère de l'Information et de la Culture du Cameroun (MINFOC). Les études débutent en 1977. Le MINFOC est chargé par la présidence de la République, d'étudier les conditions matérielles, humaines et financières nécessaires à l'implantation d'un réseau de télévision-couleur. Le nouveau projet doit préserver l'orientation éducative d'ESOPE 1 tout en modifiant en profondeur sa vocation rurale et son réseau de transmission.

La nouvelle télévision est appelée à être un instrument éducatif de choix accordant la priorité aux réalités culturelles, politiques et économiques nationales. Elle doit en outre privilégier l'émergence d'une production locale tout en demeurant un outil au service de la promotion de la culture nationale et l'intégration entre les différentes composantes du pays. Enfin, la promotion de l'image de marque du pays à l'extérieur doit être au centre des préoccupations des promoteurs du nouveau projet.

En 1982, le comité technique composé de cinq experts de l'UIT et d'experts camerounais tranche sur les offres de groupes industriels aux compétences mondialement reconnues pour la finalisation et le lancement de la télévision camerounaise :

- Thomson SODETEC est chargé de la mise en place des infrastructures et de l'équipement des stations d'émissions ;
- le consortium SIEMENS-TRT gagne le marché des équipements de production, de réseau de transmission et des bâtiments.

Le projet à réaliser comporte des éléments suivants :

- un centre de production unique à Yaoundé à Mballa II ;
- un réseau intégré de transmission FH en 2 + 1 extensible à 3 + 2 pour satisfaire les besoins communs du téléphone et de la télévision ;
- 14 stations d'émission disséminées dans les diverses provinces et couvrant un réseau de 4500 km. Le nombre de stations doit être porté à la phase opérationnelle à 30 pour améliorer la portée de la télévision ;
- un centre de formation du personnel technique d'exploitation et de maintenance.

Le coût global de la télévision camerounaise fut évalué à 84 milliards de francs CFA non dévalués. En réalité, ce coût fut arrondi à 100 milliards de francs CFA suite aux modifications et réajustements internes lors de la phase de réalisation concrète.

Un accent particulier est mis sur la formation du personnel. Il faut pour commencer, disposer de 1050 agents répartis comme suit :

- 400 agents techniques,
- 450 agents destinés aux programmes,
- 200 agents pour les travaux administratifs.

La création de nouveaux centres d'émission a impliqué une augmentation des effectifs de 100 personnes, soit un total de 1150 agents.

Grâce à la coopération internationale et aux structures de formation fonctionnant sur place tels l'Ecole supérieure des sciences et techniques de l'information (ESSTI), l'Ecole nationale supérieure des postes et télécommunication (ENSPT), l'Institut national des arts et techniques audiovisuelles (INATA), l'unité de télévision naissante peut démarrer avec un personnel bien formé, mais manquant cependant d'expérience.

Une fois les problèmes de formation résolus et la construction du réseau achevé, il est procédé à trois expériences en grandeur nature : du 20 au 25 mars 1985, lors de la tenue du congrès de Bamenda. Ce premier essai est suivi d'une grille expérimentale de cinq jours. Puis plus tard en avril 1985 avec la visite papale et en mai à l'occasion de la fête du 20 mai.

C'est à partir du 23 décembre 1985 que la télévision nationale émet régulièrement le week-end. En juin 1986, date officielle d'ouverture d'antenne, les horaires de diffusion sont progressivement étendus, notamment du mercredi soir à 18 heures au dimanche soir à 23 heures. Parallèlement, son audience, au début limitée aux grandes villes, s'est élargie à l'ensemble du territoire national.

Incontestablement, la télévision est considérée comme l'une des réalisations majeures dans le domaine de la communication sociale sous l'ère Biya. Elle fait l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics qui malgré la difficile conjoncture économique, s'efforcent de la doter des moyens lui permettant de servir la curiosité des Camerounais. Certes, son utilisation est fort contestée par les partis d'opposition qui lui reprochent d'être entièrement à la solde du régime en place.

3 - Un office ouvert à la diversité

A vrai dire, les choses sont plus nuancées. Avec le retour au pluralisme politique, un effort pour faire entendre la diversité des points de vue, des opinions politiques en compétition est constaté. Cela est aussi vrai pour la

radiodiffusion qui du reste se trouve unie avec sa consœur la télévision depuis le 27 décembre 1987 au sein d'un Office national de radiodiffusion et de télévision baptisé Cameroon Radio Télévision (CRTV).

La CRTV s'est efforcée de s'adapter progressivement au nouveau contexte en couvrant autant que possible les manifestations organisées par les partis politiques d'opposition et en ouvrant ses émissions de grande audience à la radiodiffusion et à la télévision à ses leaders. Cette ouverture a été beaucoup plus franche lors des grandes échéances politiques et électorales qui se déroulent au Cameroun depuis 1991.

A titre d'illustration : la couverture par la radiodiffusion et la télévision des élections législatives de mars et les présidentielles de novembre 1992, s'est voulue objective, impartiale et transparente grâce d'une part, à un décret du chef de l'Etat fixant les conditions d'accès des partis politiques aux médias audiovisuels de service public et à son arrêté d'application édicté par le ministre de la Communication et d'autre part, à un code déontologique élaboré par la direction générale de la CRTV ¹⁶.

A la radiodiffusion, durant les deux semaines de campagne électorale du 15 au 19 février 1992, toutes les éditions des journaux parlés de 13h, 15h, 19h et 20h s'ouvraient sur une page spéciale de 20 minutes consacrée aux comptes rendus non commentés des meetings des partis politiques engagés dans la compétition dans les dix provinces du pays, précédés d'un spot invitant les citoyens à accomplir inconditionnellement leur devoir électoral.

A la télévision, le journal télévisé bilingue adapté à l'événement comportait deux parties : 30 minutes d'informations d'actualité classique suivies d'un journal des législatives qui rendait compte des campagnes électorales des différents partis engagés dans la compétition.

Pendant la même période, des magazines d'informations commentées susceptibles d'influencer les opinions des électeurs furent suspendus. En revanche des espaces de propagande électorale furent aménagés pour les partis compétiteurs à raison de deux heures par jour à la radiodiffusion de 20h à 22h, et une heure à la télévision de 22h à 23h. Le temps imparti à chaque parti fut proportionnel à son degré de représentation à la compétition (nombre de candidats présentés, nombre de circonscriptions sollicitées etc).

Cette expérience appréciée des auditeurs et des téléspectateurs fut reconduite avec des améliorations en plus au cours de l'élection présidentielle d'octobre 1992. La télévision mit sur pied un plan de couverture à double volets : le premier consistait à faire suivre chacun des huit candidats par une équipe spéciale de reporters partout et durant toute la campagne électorale. L'autre visait à faire couvrir tous les meetings électoraux provinciaux autres que ceux présidés par le candidat lui-même par les stations provinciales

suivant le planning que chaque parti ou chaque groupe de partis soutenant un candidat dressait.

C'est ainsi qu'à la radiodiffusion comme à la télévision, la plupart des meetings électoraux des différents partis en compétition ont été couverts. Mais force est de constater qu'en terme de temps d'antenne consacré à chaque candidat, celui du RDPC au pouvoir, Paul Biya venait largement en tête. La justification officielle en est la bonne implantation nationale du RDPC qui en plus bénéficie d'une meilleure organisation. Bien évidemment ce constat fut violemment contesté par les partis d'opposition et leurs sympathisants.

Parallèlement toutefois et presque quotidiennement, les programmes de propagande entièrement conçus par l'état-major de chaque parti avec le concours en moyens logistiques et humains de la CRTV étaient diffusés dans le cadre de l'émission appelée « Expression directe ». Cet espace réservait à chaque candidat 15 minutes à la radiodiffusion et 8 minutes à la télévision. Chaque candidat en usait à sa guise dans la limite des textes réglementaires, excepté le candidat Jean-Jacques Ekindi, président du Mouvement progressiste (MP) suspendu après plus d'une semaine de passage en direct et deux jours avant la fin de la campagne pour non respect des dispositions légales.

On ne saurait clore cette énumération des signes d'ouverture réelle des médias audiovisuels d'Etat au pluralisme politique ambiant sans évoquer l'institutionnalisation aussi bien à la radiodiffusion qu'à la télévision de « l'expression directe des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ».

Il s'agit là d'une initiative peu répandue même dans les plus vieilles démocraties pluralistes. Chaque semaine, deux heures d'antenne à la radio et une heure à la télévision réparties au prorata de la représentation parlementaire sont consacrées à la libre expression directe des partis politiques ayant des députés à l'Assemblée nationale. Il n'existe en effet aucune contrainte à la libre expression des animateurs de ces émissions que celles des droits communs édictées par la loi et les textes réglementaires.

En même temps qu'elles constituent une initiative originale, il convient d'admettre que ce genre d'émissions a beaucoup contribué à la détente du climat socio-politique fort tendu aux lendemains du retour au multipartisme.

Pour dire un mot sur la place qu'occupe la télévision nationale auprès des Camerounais, nous n'hésitons pas d'affirmer : la première, même si les sondages d'opinion la classe en deuxième lieu. Il n'est que de faire le tour des ménages pour constater qu'aux heures de diffusion, chaque famille quasiment au complet se trouve réunie autour de son poste de télévision. Mais ce qui

limite à l'heure actuelle son audience réelle. c'est, nous semble-t-il le manque d'électricité dans de nombreuses localités et villages de l'intérieur du pays. En outre le coût d'acquisition d'un téléviseur reste encore élevé par rapport au pouvoir d'achat du Camerounais moyen.

Il importe toutefois de signaler en matière d'audiovisuel les initiatives tendant à briser le monopole de fait qui règne encore au Cameroun et que nous avons évoqué plus haut notamment au niveau de la production locale. Les expériences connues sont surtout confessionnelles.

4 - Des initiatives privées dignes d'intérêt

En attendant les arrêtés d'applications marquant la fin effective du monopole d'Etat sur l'audiovisuel à l'intérieur du pays, quelques tentatives intéressantes méritent d'être relevées. Nous allons mentionner ici en matière de radio : le cas de la radio SAWTU LINJILA et en télévision : le Multi Media Center et la Cellule audiovisuelle.

4 - 1/- La station SAWTU LINJILA

Il s'agit ici d'une structure décentralisée de Radio Voix de l'Evangile installée à Addis Abéba en Ethiopie, appartenant à la mission protestante luthérienne et qui fonctionne depuis 1963. Elle émet en douze langues. Les programmes de ses émissions sont produits en 12 langues. Touchés par les autorités de Radio Voix de l'Evangile, les chrétiens du Cameroun, du Tchad et de République Centrafricaine ont émis le souhait de bénéficier de l'audition des émissions ainsi diffusées surtout en anglais en langues locales. Le foulfoudé, langue véhiculaire dans ces églises avec plus de 10 millions de locuteurs en Afrique occidentale fut choisi comme langue de travail et de communication de (Voix de l'Evangile) installée à Ngaoundéré, chef-lieu de la province de l'Adamoua, l'une des trois provinces du septentrion du pays.

En plus de relayer les émissions de la station-mère d'Addis Abéba, la station de Ngaoundéré réalise une production audiovisuelle riche, constituée d'images, de diapositives, de documentaires, des cassettes de musique et chansons traditionnelles. La station entend surtout promouvoir le changement pour un bien-être spirituel, moral, physique et matériel des populations foudlophones surtout des zones rurales.

Elle est financée par les chrétiens luthériens du Cameroun, du Tchad, de Centrafrique, des USA, du Danemark, du Canada, de Norvège, d'Allemagne, de Suède, de France et de la Fédération luthérienne mondiale¹⁷.

Les deux autres expériences que nous avons retenues sont de l'église catholique dans les diocèses de Yaoundé et de Mbalmayo, province du centre.

4 - 2/- Multi Media Center de l'archidiocèse de Yaoundé

Le Multi Media Center (MMC), dont la mission spécifique est la production de documents vidéo dans les domaines pastoral, éducatif et culturel, est un service de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (CENC).

Ses activités ont débuté en juillet 1993. Le MMC dispose de deux équipements complets de prise de vues (image, son, lumière) et d'une cellule de montage pour la post-production. Cette infrastructure technique est de qualité hautement professionnelle (système Beta S.P) presque unique en son genre en Afrique sub-saharienne.

L'un des objectifs essentiels du Multi Media Center est de réaliser des produits conçus et traités par les Africains dans un langage approprié pour que les spectateurs se sentent chez-eux.

Ces documentaires traitent des problèmes vitaux des populations africaines en général et camerounaises en particulier et suggèrent en même temps des solutions d'inspiration chrétienne. Les thèmes de prédilection : la vie socio-économique, la justice, la paix, la jeunesse, la santé, l'hygiène et l'environnement, de la vie familiale, l'agriculture et la vie rurale, la tradition, l'art, la culture et le domaine pastoral. Depuis le démarrage de ses activités, le Multi Media Center a déjà réalisé plus de 100 documentaires d'une durée moyenne de 26 minutes dont 1/3 en anglais et 2/3 en français. Son ambition est de toucher « toutes les communautés sans distinction d'appartenance religieuse, politique, ethnique ou tribale avec une attention plus particulière pour les déshérités, les pauvres, les sans voix »¹⁸.

4 - 3/ - Cellule audiovisuelle de Mbalmayo

La Cellule audiovisuelle (CelAv) est née en août 1993 dans le Centre de promotion sociale de Mbalmayo (à une cinquantaine de kilomètres de Yaoundé) une ONG italienne basée à Baggio.

La cellule travaille dans la production et la formation en vidéo. Ses domaines de prédilection : le social, la culture et l'éducation. Elle s'intéresse aussi aux activités mondaines : événements familiaux heureux et malheureux, clips vidéo et sports publicitaires.

Au niveau de l'équipement, on y trouve un studio complet de montage vidéo du type institutionnel en format Super VHS avec mixer pour effets spéciaux, un enregistreur pour faire des copies en U-Matic et VHS, des caméras professionnelles identiques à celles de la CRTV¹⁹.

Comme le MMC, la CelAv collabore étroitement avec la CRTV qui de temps à autre diffuse leurs produits. Bien d'autres structures du genre existent sans doute à travers les différents points stratégiques et névralgiques du

pays et attendent impatiemment la libération effective des ondes et des faisceaux pour livrer officiellement leurs produits directement aux auditeurs et téléspectateurs camerounais et fixer ainsi le monopole de la CRTV de temps en temps mis à mal par les médias audiovisuels étrangers.

5 - La place des médias audiovisuels étrangers

Comme pour la presse écrite étrangère, les médias audiovisuels étrangers occupent une place considérable dans la consommation des médias des Camerounais. Les raisons évoquées plus haut pour l'attrait de la presse étrangère reste valables. Mais il faut y ajouter : la recherche d'une information politique objective sur le Cameroun, les médias d'Etat traînant la réputation de partialité en faveur du régime en place. Les radios tiennent encore une place prépondérante. Les télévisions étrangères font également du chemin avec l'expansion progressive et irrésistible des antennes paraboliques.

5 - 1/- Les radios étrangères

Les résultats de l'enquête du CRÉTES évoqués plus haut placent trois (3) stations de radio étrangères occidentales en tête des stations de radio préférées des Camerounais. Il s'agit dans l'ordre de :

1) Radio France Internationale. 2) La Voix de l'Amérique. 3) La Voix de l'Allemagne. Dans ce classement, AFRICA N° 1 occupe la 4e place devant le poste national, la FM 94 ou la FM 105 de Douala. D'après cette enquête : « la gamme variée des informations fournies par les stations étrangères et le développement en profondeur de ces informations, justifient en grande partie les places de choix... » qu'occupent ces radios étrangères ²⁰.

Il faut toutefois nuancer ces résultats qui datent de 1993 aux lendemains des grandes échéances politiques capitales où la CRTV était prise à partie par les partisans et sympathisants de l'opposition alors majoritaires dans le pays si l'on en juge par les résultats des consultations électorales puisque le parti au pouvoir n'avait pas pu avoir la majorité absolue des sièges au parlement et le président réélu avec seulement 40% des voix.

Les choses vont évoluer très vite : « la CRTV Poste National qui a réaménagé ses grilles de programmes progresse considérablement et passe de la 6e place qu'elle occupait en 1993, à la 2e position en 1995... » ²¹.

5 - 2/- Un engouement certain pour l'antenne parabolique

De nombreux téléspectateurs camerounais déçus par le manque de production attrayante de la télévision et de ce que d'aucun considèrent comme le manque d'objectivité et d'impartialité vis-à-vis des partis politiques de l'opposition se tournent volontiers vers l'antenne parabolique lorsque les moyens le leur permettent.

«La déception des personnes enquêtées les poussent à souhaiter acquérir une antenne parabolique ou à se connecter à un réseau câblé. Les résultats montrent que 94,4% des personnes le feraient s'ils en avaient les moyens. Cette forte progression demeure quelque soient la région, le sexe, le niveau d'instruction l'âge et la sensibilité politique»²².

Mais à vrai dire, malgré cet engouement, force est de constater que les antennes paraboliques sont encore peu répandues au Cameroun. En octobre 1994, on dénombrait au Cameroun 2049 antennes paraboliques installées chez des particuliers dont 78% dans les villes de Douala et Yaoundé²³.

Certes on note une certaine accélération dans l'acquisition des paraboles, mais il s'agit à dire vrai d'un progrès lent en raison notamment du prix exorbitant de celles-ci. On évalue à en moyenne à 1 million de francs CFA le prix moyen d'acquisition d'une antenne parabolique. Ce qui est et restera pendant longtemps encore hors de portée de la plupart des ménages camerounais préoccupés par la survie quotidienne. L'on est donc dans l'ensemble obligé de consommer pour ceux qui le peuvent le produit TV de la CRTV en attendant les radios et télévisions « indépendantes » du pouvoir en place.

Nous concluons sur les nombreux défis qui interpellent la presse camerounaise afin qu'elle cesse d'être un appendice mais qu'elle soit plutôt le moteur de la société camerounaise en pleine mutation et en voie vers une démocratisation intégrale. Cela est d'autant plus urgent que les pouvoirs publics ont posé des actes importants et significatifs pour que la presse camerounaise soit véritablement libre et responsable et gagne en dynamisme. En tête de ceux-ci l'abolition de la censure préventive en janvier 1996, qui a fait couler tant d'encre des décennies durant et qui servait d'alibi aux errements des promoteurs de la presse camerounaise.

Certes le monopole de fait de la diffusion de la CRTV subsiste, mais tout le monde s'accorde à reconnaître que ses jours sont comptés.

Il reste donc aux promoteurs de la presse à prendre des initiatives et à mener des actions pour une promotion des médias à même de concurrencer ceux des plus vieilles démocraties.

L'une de ces actions consiste à créer des entreprises de presse dignes de ce nom avec ce que cela suppose d'études préalables de faisabilité et de

viabilité, de moyens humains, logistiques et financiers conséquents. Cette étape nécessite que beaucoup d'entrepreneurs individuels évoluant dans le même secteur et de surcroît partageant le même idéal politique notamment acceptent de se mettre ensemble. Un tel objectif ne peut être atteint que si tous les acteurs du secteur média privé ou public acceptent de transcender leurs égoïsmes pour l'intérêt supérieur de la liberté et de la promotion d'une presse véritablement libre et indépendante. Cela ne paraît pas être le cas en ce moment où plusieurs associations de journalistes se livrent à une farouche concurrence qui épouse davantage les contours des rivalités ethnico-politiques en train de refaire surface à l'approche des échéances politiques déterminantes de 1997.

Le second grand défi à relever est celui de la formation et le recyclage permanent des principaux acteurs des médias que sont les journalistes. En tout cas c'est le défi permanent que tente de relever chaque jour l'ESSTIC depuis 25 ans qu'elle fonctionne.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

1. ALBERT (Pierre). - *La Presse, Que sais-je ?* PUF. Ed. - Avril 1988.
2. SAAH (Israël Léonard). *Contribution à l'histoire de la presse écrite de langue française au Cameroun, des origines à l'autonomie*. Thèse de doctorat. Paris 2. 1975.
3. KEYE NDOGO. *La presse privée au Cameroun depuis l'indépendance : thermomètre à zéro*. Mémoire ESIJY/Yaoundé. 1980.
4. *Cameroon Tribune*. - Editorial du 19 juillet 1974.
5. EYOUM NDOUMBE (Claude). - *La Gazette : étude monographique d'une publication de la presse privée camerounaise*. Mémoire DJG ESSTI/Yaoundé. 1987.
6. CHEDJOU (Bernard). - *Au cœur du Messager : monographie d'un bimensuel de la presse privée camerounaise*. Mémoire DJG ESSTI/Yaoundé. 1988.
7. CHEDJOU (Bernard). - *Au cœur du Messager*. Op. Cit.
8. FONDATION FRIEDRICH EBERT. - *La presse écrite dans le paysage médiatique du Cameroun : une analyse dynamique*. YD. Août 1995.
9. FONDATION FRIEDRICH EBERT. Op. Cit.
10. FONDATION FRIEDRICH EBERT. Op. Cit.
11. FONDATION FRIEDRICH EBERT. Op. Cit.
12. FONDATION FRIEDRICH EBERT. Op. Cit.
13. BIYITI bi ESSAM. - *L'état des mass média au Cameroun*. ISH/Yaoundé. 81 p 1989.
14. *Cameroon Tribune* n° 3231 du 22 mars 1985. p.2.
- 15.
16. Décisions du directeur général de la CRTV. Pr. Gervais MENDO ZE.
17. SAWTU LINJILLA - B.P. 2. Ngaoundéré-Cameroun. Tél. : 25-20-69.
18. Plaquette MMC/CNEC. B.P. 11840 Yaoundé. Tél. : 31-14-62.
19. CelAv. B.P. 50 Mbalmayo, Tél. : 28-10-39.
20. Enquête du CRETES, sus-évoquée.
21. Enquête du CRETES, sus-évoquée.
22. Enquête du CRETES, sus-évoquée.
23. Enquête du CRETES, sus-évoquée.